



La nouvelle prolongation du moratoire sur le génie génétique nuit à la recherche et à la place économique suisses

En ce qui concerne la politique agricole, le Conseil national a suivi dans les grandes lignes le Conseil fédéral, mais a aussi fait quelques écarts. Outre l'augmentation déplacée des ressources pour les crédits d'investissement et le rejet de la motion de la CER-E demandant un état des lieux sur les négociations en vue du libre-échange agroalimentaire avec l'UE, le Conseil national a prolongé de quatre ans le moratoire sur le génie génétique.

Les conclusions du programme national de recherche 59, qui a examiné l'utilité et les risques renfermés d'une dissémination de plantes génétiquement modifiées, sont claires. Les expériences menées en Suisse n'ont identifié aucun risque pour l'environnement ou la santé. Ce faisant, les résultats du PNR59 ont étayé les conclusions de nombreux programmes de recherche internationaux.

En 2005, les citoyens suisses ont voté un moratoire sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture (moratoire OGM). L'objectif était de faire la lumière sur des questions encore en suspens. Ces questions sont désormais clarifiées, mais le Conseil national a tout de même prolongé une nouvelle fois le moratoire. Cela revient, dans les faits, à prononcer une interdiction générale du génie génétique. Or le peuple suisse a refusé une telle interdiction en 1998. L'initiative populaire « pour la protection génétique », qui visait notamment à interdire la dissémination de plantes génétiquement modifiées, a sombré dans les urnes avec 66,7 % de non.

Dans ce contexte, la prolongation tacite du moratoire sur les OGM de 2005 est

inacceptable, dépourvue de bases démocratiques et nuisible. La prolongation sans fin du moratoire émet un signal inopportun pour la recherche et la place économique suisses. Elle n'est pas fondée matériellement et problématique par rapport au droit constitutionnel. À l'échelle mondiale, le génie génétique apporte déjà une contribution importante à une agriculture plus durable et un approvisionnement fiable pour une population en constante augmentation. Si la Suisse reste à l'écart, elle laisse passer des opportunités importantes pour la recherche et l'industrie, et cela dans un contexte de concurrence internationale entre les places économiques.